



Ban Ki-Moon, Sg de l'ONU

New York, 19 Septembre 2012. Lors d'une conférence de presse, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon a prévenu : *« Le débat général de cette année sera des plus chargés et le programme de travail de ce débat de haut niveau reflète la période tumultueuse que nous traversons – **une période de troubles et de transitions** ».*

».



Lors de l'ouverture officielle de la 67è session, le 18 septembre 2012

Plus de 120 chefs d'État et de gouvernement devraient prendre part au **débat général, qui se tiendra du 25 septembre au 1er octobre 2012**

. En outre, le Secrétaire général organisera en marge de ce rassemblement une série de réunions consacrées aux thèmes de l'état de droit, de l'éradication de la poliomyélite, du désarmement, des énergies renouvelables et de la nutrition. Il lancera également une nouvelle initiative intitulée

« L'éducation d'abord ».



Le Secrétaire général de l'ONU Ban a fait observer aux journalistes **que la 67ème session de l'Assemblée générale s'ouvre sur fond de violences alimentées par l'intolérance.**

« Je condamne à nouveau tous ceux qui ont délibérément provoqué les autres par la haine et l'intolérance. Je me joins également aux voix ayant condamné les individus qui, en réponse à de telles provocations, attisent encore davantage ces flammes »

, a-t-il ajouté, estimant que

« l'heure est à un leadership politique et communautaire calme, responsable et empreint de retenue. »



Par ailleurs, au début de cette année, Ban Ki-Moon avait dévoilé un plan d'action dont les cinq piliers étaient : le développement durable, la prévention, un monde plus sûr, **l'aide aux pays en transition** et

l'autonomisation des femmes et des jeunes.

« *La semaine prochaine, je présenterai où nous en sommes et la direction que je pense que nous devons prendre* »

, a-t-il annoncé

. « *En ces temps d'inégalités croissantes et de hausse du chômage, qui sont aussi marqués par le réchauffement des températures et la montée de l'intolérance, les Nations Unies doivent se montrer à la hauteur* »

, a-t-il ajouté.

« **Les dirigeants du monde devront relever des défis pressants en nombre lorsqu'ils se rendront au Siège des Nations Unies la semaine prochaine** »,

a conclu Ban Ki-moon.

Parmi les Chefs de l'Etat qui seront présents à ce Débat général de la 67è session de l'Assemblée générale des Nations Unies, figure le Président de la Transition de Madagascar, Andry Rajoelina.

=====



Le Président Andry Rajoelina, le 23 septembre 2011 à la tribune de l'ONU

COMMUNIQUE DE PRESSE

Départ du Président RAJOELINA pour les Nations Unies

La délégation présidentielle, conduite par SEM Andry Nirina RAJOELINA, et composée notamment du Ministre des Affaires Etrangères et du Ministre de la Justice, va s'envoler pour les Etats-Unis ce Jeudi 20 Septembre 2012 dans la soirée pour participer à la 67è session ordinaire des Nations Unies. Notons que les Droits de l'Homme constituent le principal sujet à débattre lors de cette 67è session ordinaire.

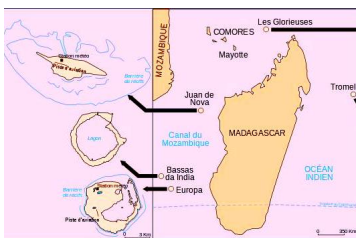
Antananarivo, le 20 Septembre 2012

Le Chargé de la Communication

à la Présidence de la Transition

=====

En ce qui concerne la Grande île de l'océan indien, justement, voici une information qui n'étonnera pas outre mesure, à propos de ses îles éparses.



[CLIQUEZ ICI POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE](#)

[Ordre du jour - Titre B](#)

Point 61 (Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India)

Le Bureau décide de recommander à l'Assemblée générale (Ndlr : 67^e session) **que l'examen de ce point soit reporté à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale** et que le point soit inscrit à l'ordre du jour provisoire de cette session. Le Bureau décide de recommander l'inscription des points énumérés sous le titre B (Maintien de la paix et de la sécurité internationales), compte tenu des décisions prises concernant les points 40 (question de l'île comorienne de Mayotte) et 61.



Valérie Amos

Concernant toujours Madagascar, enfin, rappelons qu'au début du mois d'août 2012, Valérie Amos, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence, a alloué jeudi 55 millions de dollars puisés dans le Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF) afin de renforcer les opérations dans huit pays où les crises humanitaires sont les plus négligées. Les pays bénéficiaires sont l'Afghanistan, le Cameroun, la Colombie, la République Démocratique du Congo (RDC), l'Éthiopie, **Madagascar**, la République du Soudan et le Sri Lanka, où ces fonds serviront à financer la fourniture d'une aide humanitaire vitale.

Jeannot Ramambazafy – 20 septembre 2012 (Photos: ONU)